

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : BZSHY153 FQ

Nombre de pages : 8

14.5/20

Concours : ENN - Interne - 2^{ème} concours

Epreuve : Cas Pratique Pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question n°1:

Il convient d'examiner succinctement la caractérisation de l'infraction d'escroquerie à l'égard de M. DUPONT, MARTIN et PREAU (I) avant de retenir éventuellement la circonstance aggravante de bande organisée (II).

I - La caractérisation de l'infraction d'escroquerie.

Pour être caractérisée, une infraction pénale doit se composer d'un élément légal, d'un élément matériel et d'un élément moral.

- élément légal : L'escroquerie est prévue à l'article 313-1 du Code pénal (CP)

- élément matériel : Il suppose la réunion d'un comportement, d'un résultat et d'un lien de causalité.

S'agissant de comportement d'abord, l'escroquerie est une infraction de conviction, qui nécessite l'accomplissement d'un acte positif émanant de l'auteur de l'infraction. L'article 313-1 du CP précise que le comportement, en matière d'escroquerie doit résider soit de l'usage d'un faux nom, soit de l'usage d'une fausse identité, soit de l'abus d'une qualité vraie, soit d'un emploi de manœuvres frauduleuses.

N°

1/8

En l'espèce, MM. DUPONT et MARTIN ont à la fois utilisé de faux noms et une fausse qualité de marchands d'art. De surcroît, ils ont pris soin d'organiser un stratagème afin de tromper les victimes en leur laissant en dépôt une sculpture. L'intervention de l'expert, M. MOREAU, est organisée et constitue une manœuvre destinée à tromper les victimes sur la valeur réelle du bien. Quant à l'expert, M. MOREAU, il utilise une fausse qualité d'expert et n'hésite pas à mentir sur la valeur réelle du bien.

Par conséquent, le comportement délictueux est bien caractérisé en l'espèce à l'égard de MM. DUPONT, MARTIN et MOREAU.

S'agissant ensuite du résultat, il doit consister dans le fait de tromper une personne physique ou morale et de la convaincre de remettre des fonds, des valeurs ou un bien quelconque, à son préjudice ou à celui d'un tiers.

En l'espèce, MM. DUPONT, MARTIN et MOREAU ont bien réussi à tromper les victimes sur la valeur du bien laissé en dépôt. La remise de fonds est bien caractérisée puisque, persuadés de faire une bonne affaire, les victimes se portent acquéreurs du bien.

Par conséquent, le résultat est caractérisé en l'espèce.

Enfin, un lien de causalité certain et direct doit exister entre le comportement délictueux et le résultat obtenu.

En l'espèce, il ne fait aucun doute que les agissements des trois "complices" sont la cause directe du résultat. En effet, sans le dépôt de ce bien effectué par MM. DUPONT et MARTIN ainsi que "l'expertise" de M. MOREAU, les victimes n'auraient pas acheté ce bien en étant convaincue d'une valeur réelle.

En conclusion, l'élément matériel est bien caractérisé en l'espèce.

- élément moral: il suppose un dol général et un dol spécial. Le dol général est la volonté et la conscience de l'auteur de violer la loi pénale. Le dol spécial dépend de l'infraction envisagée. S'agissant de l'escroquerie, le dol spécial réside dans la volonté de tromper une personne afin d'en obtenir quelque chose ayant de la valeur.

En l'espèce, M^r. DUPONT, MARTIN et NOREAU étaient animés à la fois par la volonté et la conscience de violer la loi pénale (élément toujours présumé, sauf preuve contraire), dans le but de tromper et d'obtenir des biens de valeur.

Par conséquent, l'élément moral est aussi caractérisé. L'infraction d'escroquerie peut donc être reprochée à M^r. DUPONT, MARTIN et NOREAU. A l'état simple, ce délit est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 375 000 € d'amende. Cependant, il convient maintenant d'étudier si la circonstance de bande organisée peut être qualifiée en l'espèce, ce qui aurait pour effet d'alourdir la répression.

II - La circonstance de bande organisée.

La bande organisée est définie à l'article 132-71 du CP. Elle suppose plusieurs conditions cumulatives.

Tout d'abord, il doit s'agir d'un groupement fermé ou d'une entente. En l'espèce, M^r. DUPONT, MARTIN et NOREAU, au nombre de trois, constituent un groupement, mais ils sont plusieurs à opérer, l'énoncé évoquant un groupe d'individus, membres ou alliés d'une même famille. On ignore si le nombre de personnes est clairement limité ou si le groupe reste ouvert. Par conséquent, il conviendra ici de considérer qu'une entente a été établie.

Ensuite, la bande organisée suppose une préparation. En l'espèce, les actes préparatoires peuvent être caractérisés par le fait d'amener un objet chez les victimes afin de le leur laisser en dépôt. Constitue aussi un acte préparatoire la création de la fausse carte professionnelle de l'expert.

Enfin, en ou plusieurs faits matériels d'une infraction doivent être établis. En l'espèce, il a déjà été démontré ci-dessus que tel était le cas.

Par conséquent, la circonstance aggravante de bande organisée est applicable en l'espèce. La répression prévue à l'article 313-2 du CP est de dix ans d'emprisonnement et de 1.000.000 euros d'amende.

Question n°2 :

Il s'agit d'exposer les règles d'application des lois dans l'espace afin de déterminer si la juridiction française est compétente en l'espèce.

L'article 689 du code de procédure pénale (CPP) prévoit que les auteurs ou complices d'infractions connues hors du territoire de la République peuvent être poursuivis ou jugés par les juridictions françaises conformément aux dispositions du livre I^{er} du code pénal.

Au sein du livre I^{er}, l'article 113-6 du CP la compétence des juridictions françaises. En cas de délit commis par des Français hors du territoire de la République, la loi pénale française est applicable à la condition toutefois que ces faits soient réciproquement punis par le pays dans lequel ils ont été commis.

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : BZSHY153 FQ Nombre de pages : 8

Concours : ENM - Interne - 2^{ème} concours

Epreuve : Cas Pratique Pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En l'espèce, Madame Bernard est bien de nationalité française et a commis un délit, le blanchiment. Afin d'être certain que la juridiction française soit compétente en l'espèce, il sera au préalable nécessaire² que l'Espagne, pays dans lequel a été ouvert un compte ayant permis de blanchir l'argent issu de l'escroquerie, condamne également ces faits.

Même si cette réciprocité semble vraisemblable au sein de l'Union Européenne, il convient d'examiner à présent une autre règle de compétence qui viendrait à s'appliquer en l'espèce. De surcroît, cette règle de réciprocité est d'ordre public (Crim 10 octobre 1988).

L'article 113-7 du CP reconnaît la loi pénale française applicable à tout délit puni d'emprisonnement commis par un Français hors du territoire de la République si la victime est de nationalité française au moment de l'infraction. Le délit de blanchiment est puni à l'article 324-1 du CP de cinq ans d'emprisonnement et de 375.000 € d'amende.

En l'espèce, Madame Bernard a bien commis un délit puni d'une peine d'emprisonnement, à l'étranger. Elle est également française, tout comme semble l'être les victimes ou une majorité d'entre elles. Par conséquent,

→ de vérifier

N°

5.1.8

la juridiction française pourrait être compétente en l'espèce.

Cependant, l'article 113-8 du code pénal ajoute qu'il est nécessaire au préalable que les victimes portent plainte et que le Procureur de la République engage des poursuites.

C'est à ces conditions que la juridiction française sera compétente pour juger des faits de blanchiment de Mme Bernard.

Question n° 3 :

Il convient de caractériser l'infraction de blanchiment (I) avant d'examiner la poursuite de cette infraction (II).

I - La qualification du blanchiment.

- élément légal : article 324-1 du code pénal.

- élément matériel :

Le comportement doit consister en le fait de faciliter la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit. Il s'agit donc d'une infraction de connivance nécessitant un acte positif de son auteur.

Le résultat est le fait de justifier en mentant, en cachant, l'origine des biens ou des revenus.

Les deux caractères doivent être reliés par un lien de causalité direct et certain.

- élément moral : il suppose à la fois un dol général et un dol spécial : la volonté de faciliter la justification mensongère.

Voilà à quel examen doit se livrer un juge pour caractériser un blanchiment.

II - La poursuite de l'infraction de blanchiment.

Deux situations semblent pouvoir faire obstacle à l'infraction de blanchiment, qui est un délit dépendant d'une autre infraction d'origine par nature.

D'une part, l'absence de poursuites à l'égard de l'auteur de l'infraction préalable ainsi que l'absence de procédure pénale à son encontre ne fait pas obstacle à la poursuite de l'auteur présumé du délit de blanchiment. En effet, la Cour de cassation a estimé que le délit de blanchiment constitue une infraction générale, distincte et autonome. Il suffit donc que soient établis les éléments constitutifs de l'infraction principale ayant procuré les sommes litigieuses pour que le blanchiment soit poursuivi (Crim, 20 février 2008).

D'autre part, la prescription de l'infraction principale n'a aucune incidence sur le délit de blanchiment. Le blanchiment étant un délit autonome, la prescription de l'infraction principale est indépendante de la sienne (Crim, 31 mai 2012).

Par conséquent, l'absence de procédure pénale ou la prescription de l'infraction principale est sans incidence sur les poursuites pouvant être effectuées par le procureur de la République à l'encontre de l'auteur d'un blanchiment.

Question 4 :

Le principe d'individualisation de la peine est un principe à valeur constitutionnelle. La loi du 15 août 2014, dite Taubira, pose à l'article 132-19 du CP la peine d'enfermement ferme comme une exception. Elle impose au magistrat de motiver sa décision afin d'expliquer le choix de la peine d'enfermement. Le juge doit ainsi prendre en compte la gravité de l'infraction, la personnalité de son auteur et sa situation. La peine d'enfermement doit constituer l'unique moyen de rendre la peine efficace.

S'agissant du tribunal correctionnel, lorsqu'il prononce une peine d'enfermement ferme et sans aménagement de peine, la décision doit être spécialement motivée au regard des faits, de la personnalité de l'auteur, de sa situation matérielle, familiale et sociale (article 132-19 dernier alinéa CP).

En l'espèce, on ignore la situation familiale et sociale de Mme Bernard. Si elle a des enfants ou une personne à charge, il semble que la décision du tribunal correctionnel aurait dû prévoir un aménagement de sa peine, comme un contrôle judiciaire par exemple. Mme Bernard pourrait, en outre, demander au juge de l'application des peines d'aménager sa peine en la plaçant sous surveillance électronique, semi-liberté ou toute autre modalité possible.

En conclusion, en cas de peine d'enfermement ferme, sans aménagement de peine, le tribunal correctionnel devra motiver spécialement sa décision de condamnation afin de satisfaire aux exigences du législateur.